



METTRE FIN À L'UTILISATION D'ANTIBIOTIQUES EN ROUTINE DANS LES ÉLEVAGES EN EUROPE

Atteindre une utilisation responsable des antibiotiques en élevage par l'amélioration de la santé et du bien-être des animaux en production porcine et avicole

Résumé et recommandations

Résumé et recommandations

Le 28 janvier 2022, l'Union Européenne bannira toutes les formes d'utilisation d'antibiotiques en routine en élevage, incluant les traitements de groupe prophylactiques. Il sera également interdit d'utiliser des antibiotiques pour compenser des conditions d'élevage inappropriées ou une mauvaise hygiène.

C'est un grand pas en avant pour un usage plus raisonné et durable des antibiotiques en élevage en Europe. Si cette réglementation est correctement appliquée, elle devrait permettre une diminution importante de l'utilisation des antibiotiques en élevage, contribuer à s'attaquer à la crise préoccupante de l'antibiorésistance, et protéger la santé humaine et animale.

Malheureusement, le risque est important que la bonne mise en application de ces nouvelles Règlements ne soit pas effective, et que certains points clés ne soient pas appliqués en pratique. Ces craintes se fondent sur le fait qu'il existe peu de signes que l'Union Européenne soit réellement en train de s'éloigner des systèmes d'élevage les plus intensifs, élevages souvent dépendant d'une utilisation excessive d'antibiotiques, avec des conditions d'hygiène pauvres et des niveaux infectieux importants, pour s'engager vers des systèmes d'élevage durables promouvant la santé et le bien-être animal, de faibles niveaux de stress et une utilisation d'antibiotique réellement plus faible.

Par conséquent, alors que les traitements de groupe prophylactiques vont probablement effectivement s'arrêter après le 28 janvier 2022, ou tout du moins être grandement réduits, il semble à présent inévitable que les antibiotiques continueront d'être utilisés, en violation de la nouvelle réglementation, pour maintenir des systèmes d'élevage où les conditions d'élevages sont inappropriées et la santé animale sous-optimale. Dans certaines exploitations agricoles, il semble également probable que les antibiotiques continueront d'être utilisés en routine.

L'Agence Européenne du Médicament (EMA) a publié des données montrant que d'énormes différences existent actuellement dans l'utilisation des antibiotiques en élevage entre les pays européens, et ce malgré d'importantes réductions dans de nombreux pays au cours de ces dix dernières années.

Les plus faibles utilisateurs en Europe, c'est-à-dire l'Islande, la Norvège et la Suède, ont généralement des standards de bien-être animal plus élevés, qui contribuent à leur capacité à minimiser l'usage en routine des antibiotiques. Dans ces pays, environ 90% des antibiotiques sont administrés en traitement individuel aux animaux malades.

Des utilisateurs plus proches de la moyenne européenne, tels que la France et l'Allemagne, ont des niveaux d'utilisation d'antibiotiques d'environ 5 à 10 fois supérieurs aux plus faibles utilisateurs par unité d'élevage, démontrant qu'une grande marge de progrès reste possible. Les utilisateurs les plus importants, comme la Pologne, l'Italie et l'Espagne, ont encore des niveaux d'utilisation de 10 à 20 fois plus importants par unité d'élevage que les plus faibles utilisateurs. Dans les pays proches de la moyenne et au-dessus, la vaste majorité des antibiotiques utilisés en élevage (plus de 75%) sont administrés sous la forme de traitements de groupe, car l'utilisation d'antibiotiques est moins ciblée et a souvent pour objectif de contrôler des maladies persistantes et récurrentes.

De nombreuses preuves scientifiques démontrent une association entre de hauts niveaux d'utilisation d'antibiotiques et une augmentation de l'antibiorésistance aux infections humaines

comme animales. Des agences Européennes - l'EFSA, l'EMA et l'ECDC - ont analysé l'utilisation d'antibiotiques et les données d'antibiorésistance par pays Européen. Cette analyse met en évidence un lien statistique plus fort entre l'antibiorésistance chez les humains et les antibiotiques utilisés pour les animaux d'élevage, ou l'antibiorésistance chez ces derniers, qu'un lien avec une utilisation en médecine humaine, en ce qui concerne certaines infections bactériennes ou certains antibiotiques. Alors qu'il est admis que l'utilisation d'antibiotiques en médecine humaine est un facteur majeur d'antibiorésistance, les données européennes confirment que l'utilisation d'antibiotiques en élevage contribue de manière significative au problème.

Une des principales raisons pour laquelle de si nombreux pays ont toujours une utilisation excessive d'antibiotiques en élevage, et d'importants problèmes de santé animale, est l'engagement depuis plusieurs décennies de nombreux gouvernements et de l'Union Européenne à accroître la productivité des exploitations agricoles pour fournir de la viande et des produits laitiers à bas coût.

Cependant, selon les experts, la montée de l'antibiorésistance menace de causer une « apocalypse antibiotique », qui pourrait venir saper des accomplissements majeurs de la médecine moderne, tels que les prothèses de la hanche, la transplantation d'organes ou encore la chimiothérapie. La sur-utilisation d'antibiotiques dans les élevages intensifs contribue à cette crise.

Des gouvernements Européens, le Parlement Européen et la Commission Européenne clament à présent qu'ils sont engagés pour résoudre la crise de l'antibiorésistance en adoptant une approche « One Health » ou « Une Seule Santé », qui reconnaît que la santé des humains est connectée de près à la santé animale et à celle de l'environnement que nous partageons tous.

Il y a une dizaine d'années, le Parlement Européen a appelé à ce que les animaux d'élevage soient maintenus en bonne santé, au travers notamment de bonnes pratiques d'élevage et d'hygiène, plutôt qu'en comptant sur l'utilisation d'antibiotiques en routine. En décembre 2021, la Commissaire Européenne pour la Santé et la Sécurité Alimentaire, Stella Kyriakides, a déclaré que « la préservation de la santé publique repose sur la préservation de la santé animale ». Elle a admis que l'on devait faire plus pour éviter les infections dans les élevages, notamment en améliorant les conditions d'élevage. Elle a ajouté que les révisions à venir de l'UE sur la législation sur le bien-être animal viseront à garder les animaux en meilleure santé et à réduire la dépendance aux antibiotiques.

Pour s'attaquer à la crise de l'antibiorésistance, il est essentiel que ces nouvelles réglementations européennes soient effectivement et entièrement appliquées, et que les engagements des décideurs politiques pour améliorer la santé et le bien-être animal soient mis en œuvre. En effet, les systèmes d'élevage visant seulement à assurer une forte productivité, qui ne peuvent garantir une bonne santé animale et de faibles niveaux d'utilisation d'antibiotiques, doivent être progressivement abandonnés.

De nouvelles politiques ciblées sont à présent nécessaires pour s'assurer que les nouvelles réglementations européennes sur les antibiotiques en élevage seront entièrement appliquées, permettant la fin de toute forme de traitements antibiotiques de routine, et en particulier la fin de l'utilisation des antibiotiques pour compenser des conditions d'élevage inappropriées et une mauvaise hygiène.

Les 10 mesures prioritaires

Voici les 10 mesures clés à adopter pour réduire fortement l'utilisation des antibiotiques en Europe et contribuer à des améliorations majeures en ce qui concerne la santé et le bien-être animal.

Agir sur l'encadrement des usages d'antibiotiques en élevage :

1. Collecter les données sur l'usage d'antibiotiques par système de production pour chaque espèce

Les Etats membres devront collecter les utilisations d'antibiotiques par espèce pour répondre aux nouvelles réglementations européennes. Les pays devraient aussi publier ces données par système d'élevage, selon qu'ils sont en systèmes conventionnels intensifs, en bâtiments améliorés, en plein air, en élevage biologique, ou encore « nourri au pâturage ». Recueillir ces données par système d'élevage fournirait des informations très importantes pour déterminer les pratiques d'élevages liées à un risque accru - ou au contraire diminué - d'infections, et d'utilisation d'antibiotiques.

2. Réduire les seuils d'utilisation d'antibiotique à atteindre en élevage

Pour chaque espèce animale, l'utilisation d'antibiotiques par PCU "population correction unit" devrait être maintenue en dessous de 30 mg par kg. A terme, l'utilisation devrait être réduite à 15 mg/KG ou moins pour chaque espèce.

3. Diminuer la part autorisée des traitements de groupe : la plupart des antibiotiques devraient être utilisés sous forme de traitements individuels

Chez la plupart des espèces d'animaux d'élevage, la grande majorité des antibiotiques devraient être utilisés pour des traitements individuels, et non pour des traitements de groupe (la volaille faisant figure d'exception, les traitements administrés ne pouvant être que des traitements de groupe). Les Etats devraient se fixer pour objectif un maximum de 30 % de traitements de groupe parmi tous les traitements antibiotiques en élevage, et à terme viser un maximum de 15%.

4. Interdire l'usage des antibiotiques d'importance critique, incluant la colistine, pour tout traitement métaglyctique.

L'utilisation de la colistine comme médicament vétérinaire devrait être bannie, car cet antibiotique est utilisé pour traiter des infections menaçant la vie humaine, et qu'il est avéré que la résistance à la colistine peut se transmettre des animaux d'élevage aux humains. L'utilisation des fluoroquinolones ou des céphalosporines de dernières générations, classées comme des antibiotiques critiques d'importance prioritaire pour la santé humaine, devrait être réservée pour des traitements individuels d'animaux malades, lorsqu'aucun autre antibiotique n'est susceptible de fonctionner. Ces antibiotiques ne devraient jamais être utilisés comme traitements de groupe, ni comme traitements prophylactiques, même lors d'un usage individuel. De plus, l'utilisation hors AMM de ces antibiotiques devrait être interdite.

Agir sur les facteurs principaux liés aux pratiques d'élevage à risque

1. Interdire le sevrage trop précoce

La réglementation européenne actuelle autorise un sevrage des porcelets très précoce à 21 jours. Ce sevrage trop précoce entraîne des diarrhées post-sevrage et est une des causes principales d'utilisation d'antibiotiques dans la filière industrielle porcine. Dans de nombreux pays européens, les diarrhées post-sevrage sont également contrôlées par l'utilisation médicale d'oxyde de zinc à forte dose dans l'aliment. Cependant, cette pratique sera bannie de l'UE à compter du 26 juin 2022 en raison des impacts environnementaux de l'oxyde de cuivre présent à haut niveau dans le lisier épandu. Les diarrhées post-sevrage devront par conséquent être réduites en sevrant les porcelets plus tardivement. Un nouvel âge minimal de 35 jours devrait être adopté, étant prouvé que cet âge permet de réduire de manière conséquente l'utilisation d'antibiotiques.

2. Interdire les souches à croissance rapide en volaille et les truies hyper prolifiques

Les poulets de chair modernes grossissent tellement vite qu'ils peuvent être abattus à l'âge très précoce de 32 jours. Cette croissance extrêmement rapide est une cause majeure de mauvaise santé et d'un mauvais bien-être animal. Il a été prouvé que l'utilisation de souche à croissance moins rapide peut réduire le besoin de recourir aux antibiotiques de manière drastique. Un nouvel âge minimum d'abattage de 56 jours devrait être introduit. De manière générale, des races plus résilientes et robustes devraient être utilisées en élevage, quelle que soit l'espèce. Les truies hyper-prolifiques, qui produisent un très grand nombre de porcelets, ne devraient plus être utilisées. En effet, un sevrage tardif devient impossible si la truie ne parvient pas à fournir assez de lait à ses porcelets, par ailleurs toujours plus nombreux par portée.

3. Réduire les densités minimums obligatoires et garantir l'apport de litière

Des densités élevées sont associées à une plus mauvaise hygiène, des niveaux de stress plus élevés et une transmission facilitée de maladies entre animaux. Les réglementations européennes actuelles instaurent une densité maximale en poulet de chair de 42 kg d'animaux par mètre carré, ce qui signifie que l'espace moyen disponible par poulet est inférieur à la taille d'une feuille A4. La densité maximale autorisée devrait être abaissée à 25 kg/m², particulièrement en ce qui concerne les poulets élevés exclusivement en intérieur. De la même manière, des réductions de densité significatives devraient avoir lieu pour tous les animaux élevés à l'intérieur, incluant les porcs. Les animaux ne devraient pas être élevés dans des milieux vides peu stimulants, il faut au contraire leur fournir du matériel d'enrichissement adapté, par exemple une litière de paille pour les porcs, qui leur permet d'exprimer leurs comportements naturels et de réduire leur stress.

4. Soutenir le développement de l'accès à l'extérieur et les filières garantissant le plein air

Les données d'utilisation d'antibiotiques par système d'élevage restent peu nombreuses, mais celles disponibles suggèrent que les animaux élevés avec un accès à l'extérieur de qualité, comme on peut le trouver en agriculture biologique ou plein air, tendent à utiliser moins d'antibiotiques de manière significative. Fournir un accès extérieur aux animaux devrait être encouragé dans le but de réduire les maladies et par conséquent l'utilisation d'antibiotiques. Cependant, l'utilisation de races appropriées est indispensable pour la réussite d'un système plein air.

5. Rendre obligatoire une alimentation riche en fibre

Inclure certains types de fibres dans le régime alimentaire des animaux permet de promouvoir une bonne santé digestive, favoriser la croissance de bactéries bénéfiques et réduire celle des

bactéries pathogènes. Les fibres peuvent également réduire le stress et les comportements anormaux, tels que la caudophagie chez les porcs. Réduire la part de protéines et augmenter celle des fibres dans les rations est un moyen qui a été utilisé aussi bien en porc qu'en volaille pour réduire l'apparition de maladies et donc de traitement antibiotique. Les standards minimaux de bien-être animal devraient permettre de s'assurer que les animaux d'élevage reçoivent suffisamment de fibre dans leur ration journalière, particulièrement en ce qui concerne les animaux élevés à l'intérieur.

6. Interdire la coupe des queues des cochons et garantir l'application de la réglementation à ce sujet

La coupe des queues systématique est illégale dans l'UE, mais dans la plupart des pays, cette réglementation est allègrement bafouée et la caudectomie systématique a encore lieu dans la grande majorité des pays européens. La caudectomie peut être à l'origine de douleurs chroniques et d'infections. Elle est réalisée pour minimiser la caudophagie, un comportement anormal du porc dû aux conditions intensives dans lesquelles les animaux sont élevés. Les facteurs de risques associés à la caudophagie sont des densités élevées, le manque d'enrichissements comme une litière profonde de paille, ou encore une santé fragile ou un régime alimentaire pauvre en fibres. Beaucoup de ces facteurs de risque sont associés à un usage élevé d'antibiotiques. Un petit nombre de pays européens qui ont entièrement banni la caudectomie, excepté en cas de nécessité médicale. Ils parviennent à éviter les comportements de caudophagie en ayant adopté des standards de bien-être plus élevés. Ces derniers comprennent l'élevage de porcs à de plus faibles densités et l'utilisation d'une litière, comme de la paille. Ces standards plus élevés contribuent également à la réduction de l'utilisation d'antibiotiques, et il convient de relever que l'ensemble des pays les plus faibles utilisateurs d'antibiotiques en Europe ont banni la caudectomie. Tous les pays devraient interdire la caudectomie chez les porcs, sauf pour raison médicale.

Rapport complet: **Cóilín Nunan (2022) Ending routine farm antibiotic use in Europe. Achieving responsible farm antibiotic use through improving animal health and welfare in pig and poultry production.**

Produit pour: l'EPHA (European Public Health Alliance) <https://epha.org/>

Affiliation de l'auteur: Alliance to Save our Antibiotics <https://www.saveourantibiotics.org/>

Traduit et publié en France par CIWF France <https://www.ciwf.fr/>